

Défendre les cultures minoritaires

Une langue, une littérature, un art de vivre ne doivent-ils pas aller de l'avant, portés par leur propre dynamique ? S'ils s'assoupissent, s'éteignent lentement, n'est-ce pas faiblesse congénitale face à d'autres cultures, plus méritantes, s'adaptant mieux aux données nouvelles de l'histoire ? Et, après tout, l'essentiel de ces cultures « décadentes » n'est-il pas constitutif des comportements les plus vigoureux d'aujourd'hui ? La culture française, ou occidentale, s'est bien enrichie de la gréco-latine qui, elle-même, avait puisé... etc. N'est-il pas normal que la culture française s'épanouisse aujourd'hui au détriment de toutes les cultures minoritaires de l'hexagone et que celles-ci s'éteignent doucement puisque tel est leur destin ?

Non ! et non ! car rien ne s'est passé et ne se passe « naturellement » dans l'hexagone capétien-républicain. Les interventions manu militari pour rattacher des territoires au domaine capétien, les traités établissant des frontières dites « naturelles » par dessus la tête des peuples intéressés, l'imposition dans ces territoires d'une langue officielle étrangère, le non respect des traités (exemple de l'annexion de la Bretagne), tout ceci n'a absolument rien de naturel.

La vitalité des cultures « minorisées » est prouvée par leur résistance à des siècles et des siècles de contrainte, de répression militaire, inquisitoriale qui n'avaient pas réussi, il y a cent ans à ébranler les parlers et la culture des populations soumises.

Le grand espoir de 1790, symbolisé par la fête de la Fédération n'avait été qu'une duperie supplémentaire. La république jacobine n'a pas tardé à relayer la monarchie ; la répression policière et militaire s'est même accentuée en Corse (y compris sous Napoléon) qui, par on ne sait quelle prouesse géométrique, entrait dans l'hexagone républicain, un et indivisible, comme y sont encore ces lambeaux de l'empire colonial appelés départements et territoires d'outre-mer.

Oui mais, direz-vous, le monde moderne industrialisé, accélérateur des échanges, est bien un mouvement naturel égalisant fatalement les modes de vie.

Non, encore ! Ce n'est pas « naturellement » et sans arrière-pensée que Paris a pris les proportions que nous lui connaissons, aboutissant à cette maladie de « la tête grosse », responsable de l'ankylose de tout le corps hexagonal. Le réseau ferré, c'est bien connu, a fait de Paris, la ville où on ne passe jamais mais où on est contraint d'aller. Ce réseau permettait d'envoyer rapidement des troupes fraîches et bien « préparées » des régions paysannes soumises, contre le prolo parisien en révolte (1). Lequel prolo avait été contraint de quitter sa région pour l'industrie de la capitale. Le télégraphe a immédiatement été mis en service pour relier toutes les préfectures au Ministère de l'Intérieur. Mende ayant été la dernière, la plus sage. La création des usines hors des régions annexées (les cartes de la Bretagne, de l'Occitanie, de la Corse sont éloquentes), l'asphyxie de toutes les manufactures languedociennes par la bourgeoisie régionale avide de profit, se moquant éperdument du droit des travailleurs à vivre chez eux (aucun progressiste ne peut plus aujourd'hui contester ce droit). Toutes ces mutations

n'ont rien de « naturel » et, si elles vident les régions conquises (voir les 1,5 million de Corses de la diaspora face aux 180 000 de l'île), elles n'entament que très peu, pour les restants, le capital linguistique et culturel.

L'arme la plus efficace, l'idéale va être alors **l'école**, le soldat le plus percutant pour la refonte des cerveaux, **l'enseignant**.

Jules Ferry n'a rien inventé. Dès le XIIIe siècle, les universités de Toulouse et de Montpellier n'étaient pas le fruit de la générosité capétienne comme l'a si souvent dit l'histoire officielle, mais l'instrument de lutte contre les particularismes religieux, juridiques, etc.

En 1882 toute la population occitane parlait occitan. L'école vint et le massacre, avec elle de langue méprisée, chassée. C'est maintenant bien connu. La deuxième arme de l'école fut le mensonge ou l'omission (c'est pareil). L'histoire fut trafiquée dans les manuels, la géo également. Le soldat-instituteur, bien « formé » agit le plus honnêtement du monde. Face à Bismarck et Guillaume II, ne devait-il pas forger l'unité française ? La fin justifiait les moyens. Foch le remercia en 1918 : « *Grâce aux instituteurs nous avons gagné la guerre !* »

Or une unité ça ne se fabrique pas, même par l'école, ça se sent, ça se vit. On peut illusionner un moment ; et on trouve, c'est vrai, des instants vibrants du patriotisme français, faisant un laps de temps battre les cœurs à l'unisson, comme les voix maudissant « le sang impur » !...

Mais quand l'école parvient aujourd'hui à faire son boulot, les mythes s'effondrent : le sang de l'autre n'est plus impur, la Gaule n'est plus la France premier modèle, Louis IX n'est plus saint, l'histoire de l'Alsacien, du Basque, du Breton, du Catalan, du Flamand, de l'Occitan n'est plus celle de Paris. Une grande clarification apparaît, chacun trouve sa place.

Comment l'école peut-elle s'évader du triste rôle qu'on lui fait jouer ? Comment l'enseignant peut-il écartier les éléments de conditionnement qu'il a reçus et qu'il transmet ?

Des outils sont nécessaires, certains sont réalisés ou en voie de réalisation par les mouvements pédagogiques régionaux et par notre **Commission de défense des cultures minoritaires**.

Au congrès de Montpellier nous ferons le point des travaux en cours et ouvrirons avec toutes les bonnes volontés de nouveaux chantiers afin que l'école soit de moins en moins « une institution qu'utilise le système économique, social, politique et culturel, pour se maintenir et, si possible, se renforcer » (2).

A. SERRE

308, impasse Tour Millet
30 Nîmes

(1) La lecture des journaux languedociens et provençaux du temps de la répression de la Commune est significative : pour sauver la Patrie, il fallait suivre M. Thiers. Les communistes sont présentés alors comme le seront les Allemands auprès des Sénégalais en 1914-18.

(2) Relire le Manifeste d'Aix (« Educateur » n° 15-16 de mai 1973).